

## Collectifs Africains

# La société civile d'Afrique de l'Ouest et du Centre fortement mobilisée pour garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous

---

**Du 24 au 26 janvier 2017, des représentants des collectifs africains du secteur de l'eau et l'assainissement de 9 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre se sont réunis à Cotonou au Bénin. Cet atelier s'inscrivait dans le cadre de la dynamique collective lancée en 2008 par la Coalition Eau, afin de renforcer la voix de la société civile du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique subsaharienne.**

Ce 6ème atelier annuel d'échange a été organisé par la Coalition Eau, le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG) du Burkina Faso, le Partenariat Sanitation and Water for All, Eau Vive Internationale et le Partenariat National de l'Eau du Bénin. Il a réuni des Organisations de la Société Civile (OSC) de 9 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo. Outre les organisateurs, ont également participé des représentants de Water Integrity Network (WIN) et de Watershed.

### UNE FORTE ÉVOLUTION DES PRATIQUES DE PLAIDOYER

Cet atelier annuel permet aux collectifs de partager leurs expériences de plaidoyer pour l'eau et l'assainissement, et d'analyser les progrès et enjeux. Dans tous les pays, les collectifs ont su saisir des opportunités de plaidoyer : élections présidentielles, constitutionnalisation du droit à l'eau et à l'assainissement, adoption des Objectifs du Développement Durable et intégration dans les politiques nationales, veille budgétaire...

Les actions se sont appuyées sur des outils de plaidoyer variés : rencontres avec les décideurs, participation aux espaces de concertation, ateliers multi-acteurs, campagnes de sensibilisation et de mobilisation citoyenne, médias...

Dans de nombreux pays, les collectifs sont devenus l'interlocuteur principal des autorités sur les enjeux pour l'eau et l'assainissement.

### DE NOUVEAUX ENJEUX DE PLAIDOYER À SAISIR

L'atelier a permis d'identifier les enjeux stratégiques communs, parmi lesquels :

- Les Objectifs du Développement Durable : assurer l'intégration des ODD dans les politiques et plans nationaux, garantir leur mise en œuvre et suivi de façon inclusive et participative, préparer les Etats à participer aux Réunions de Haut Niveau du Partenariat *Sanitation and Water for All* (SWA) en avril 2017 à Washington...
- Les financements : assurer une veille budgétaire sur les allocations nationales ou locales, mettre l'accent sur le suivi des engagements, mobiliser les ressources nationales et les financements innovants, lutter contre la corruption, améliorer les décaissements...
- Climat : œuvrer pour que l'eau soit une priorité des stratégies et politiques relatives au Climat.

Les collectifs ont mis l'accent sur l'importance d'inclure la société civile dans les politiques de développement et les espaces de dialogue afférents, et en particulier d'assurer une place aux femmes et aux jeunes.



#### **RENFORCER LES COMPLÉMENTARITÉS AVEC D'AUTRES INITIATIVES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

L'atelier a permis de renforcer la mutualisation des travaux des collectifs avec d'autres initiatives :

- ➡ Le Partenariat *Sanitation and Water for All*, qui dispose d'un réseau de points focaux de la société civile dans les pays.
- ➡ Le programme *Watershed*, mis en place par des ONG néerlandaises dans quelques pays (dont le Mali), pour renforcer la gouvernance du secteur et l'implication de la société civile.
- ➡ Le *Water Integrity Network*, qui lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau et l'assainissement, pour plus de transparence et de redevabilité des Etats.

#### **L'INTERPELLATION DU MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES**

Lors de la cérémonie de clôture de l'atelier, les participants ont eu l'honneur d'accueillir le Ministre de l'Energie, de l'Eau et des Mines du Bénin, Jean-Claude Houssou.

En présence des médias, la dynamique sous-régionale des OSC du secteur lui a été présentée, avec un partage des conclusions de l'atelier.

Cette cérémonie a été l'occasion d'interpeller le Ministre sur la demande des OSC béninoises de conférer une valeur juridique élevée aux droits humains à l'eau et à l'assainissement, en les intégrant dans la Constitution du pays, comme cela a été fait en 2015 au Burkina Faso. Le Ministre s'est personnellement engagé à garantir l'inscription de ces droits dans la Constitution, en assurant le soutien du Président de la République.

Les OSC ont également salué la mise en place du programme d'accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici 2021 du Bénin, qui démontre la volonté du pays d'atteindre rapidement les Objectifs du Développement Durable. Elles ont rappelé l'importance d'inclure la société civile et les collectivités territoriales dans le cadrage, la mise en œuvre et le suivi du programme. En réponse, le Ministre a souligné l'importance d'avoir une société civile de qualité qui puisse

exercer un rôle de veille citoyenne et de contre-pouvoir.

